

Balkans : le retour de la "question albanaise" ?

Albanie Après le Kosovo le 11 juin, c'est au tour des votants d'Albanie d'être convoqués à des élections législatives.

Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin
Envoyés spéciaux à Tirana

Dimanche 25 juin, les Albanais sont appelés aux urnes pour solder l'interminable crise politique qui paralyse Tirana depuis des mois. Sous la pression de l'Union européenne et des Etats-Unis, le Premier ministre social-démocrate Edi Rama (PS) et le chef du Parti démocratique (PD) Lulzim Basha se sont entendus pour organiser des législatives que l'opposition a longtemps menacé de boycotter. Si l'Albanie fait, malgré tout, figure de pays "stable" dans les Balkans, la "question nationale albanaise" a fait son retour sur les agendas régionaux. Mi-avril, Edi Rama, provoquait une tempête dans les chancelleries occidentales, en expliquant que si l'intégration européenne de son pays tardait à se concrétiser, la question de l'unification de l'Albanie et du Kosovo "ne pourrait plus être exclue". Placé sous le protectorat des Nations unies à la fin de la guerre de 1999, Pristina a proclamé en 2008 une indépendance toujours contestée par la Serbie. Les pays occidentaux ont formellement exclu la perspective d'une "unification nationale", mais celle-ci est toujours revendiquée par le principal parti d'opposition du Kosovo, Vetëvendosja, au nom du droit à "l'autodétermination des peuples".

Une région oubliée par l'Europe

Lors des élections du 11 juin, Vetëvendosja a obtenu 27 % des suffrages, talonnant la coalition des anciens commandants de l'Armée de libération du Kosovo (UÇK), qui ne devrait pas être en mesure de dégager une majorité, avec seulement 35 % des voix. La formation d'un gouvernement conditionne pourtant la reprise du poussif "dialogue" mené entre Pristina et Belgrade sous l'égide de l'UE, en qui les Occidentaux voient la clé de la "stabilité régionale". Durant la campagne électorale, Vetëvendosja a relativement peu parlé de l'enjeu de l'unification nationale, concentrant son discours sur les questions économiques et sociales, mais il n'entend pas renoncer au droit à "l'autodétermination".

Les militants du parti rejettent le drapeau bleu et jaune du Kosovo – choisi par les "parrains" occidentaux du petit pays – et ne brandissent que le drapeau albanais, la bannière rouge frappée de l'aigle noir. La question de "l'unification nationale" est d'autant plus explosive que vivent égale-

ment d'importantes minorités albanaises dans les Etats voisins, notamment en Macédoine, et l'inquiétante situation dans laquelle se trouve la région, "oubliée" par le processus d'intégration européenne, pourrait relancer le débat.

La marmite macédonienne

Alors que la Macédoine se débattait depuis des années dans une crise politique provoquée par la dérive autoritaire des nationalistes du VMRO-DPMNE, les sociaux-démocrates ont ainsi fait le choix, après les élections du 11 décembre dernier, d'une alliance avec les partis albanaïs du pays, et sont parvenus à former à la fin du mois de mai une coalition d'alternance. Prêt à tout pour rester au pouvoir, le VMRO-DPMNE a aussitôt dénoncé les "exigences" auxquelles les sociaux-démocrates auraient sacrifié, mettant en danger "l'unité et la stabilité" du pays. Les nationalistes vilipendent notamment la "plate-forme" commune adoptée fin décembre à Tirana par tous les partis albanaïs de Macédoine, y voyant une preuve flagrante de l'ingérence de l'Albanie voisine dans les affaires intérieures du pays. En réalité, l'accord de coalition prévoit seulement le respect des droits culturels et linguistiques de la communauté albanaise, mais

l'outrance verbale du VMRO-DPMNE et les violents incidents qui se sont produits le 27 avril – quand les nationalistes macédoniens ont investi le Parlement et ont blessé plusieurs députés – avaient pour objectif de raviver les tensions intercommunautaires, au risque de faire basculer le pays dans la guerre civile. Le brûlot a toutefois fait long feu, et la population, tant albanaise que macédonienne, n'a pas succombé aux appels à la haine.

La question nationale albanaise représente-t-elle alors une menace pour la région ? Les déclarations d'Edi Rama visaient-elles à mettre de l'huile sur le feu ? Si Belgrade a aussitôt crié au loup, dénonçant même les "complaisances" occidentales envers "les discours va-t-en-guerre de Tirana", le journaliste serbe Dejan Anastasijevic fait une analyse bien différente. Pour lui, le véritable drame est que "dix-huit ans après les derniers combats, le seul argument que la région soit capable d'avancer pour défendre son entrée dans l'UE soit la menace d'une nouvelle guerre". Et il ajoute aussitôt que c'est "probablement parce qu'il s'agit du seul argument que Bruxelles soit capable d'entendre". Les Balkans occidentaux ont, depuis 2003, une "vocation" reconnue à rejoindre l'UE, et l'on a longtemps pensé que le projet européen parviendrait à "dépasser" les tensions nationales de la région. Mais la perspective de l'intégration ne cesse de s'éloigner et les frustrations s'accroissent.

Un nouveau Sommet doit réunir les Européens et les pays candidats en juillet en Italie mais, au-delà des belles paroles qui seront une fois de plus prononcées, il setait temps que l'Union comprenne qu'elle ne peut pas se contenter de promesses dilatoires, car son avenir se joue aussi, très largement, à ses frontières sud-est.